

<http://www.eglisealareunion.org/?Fatalite-Non-Espoir-a-faire-renaitre>

Fatalité ? Non. Espoir à faire renaître !

- Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 20 novembre 2018

Copyright © Diocèse de La Réunion - Tous droits réservés

Une réflexion de Stéphane Nicaise sur les événements actuels : mouvement des « gilets jaunes » et saccages des « gilets noirs ».

Le mouvement des « gilets jaunes » a indirectement révélé la masse de jeunes Réunionnais qui ne se reconnaissent pas dans la marche de notre société. Et puisqu'ils ressentent qu'aucun chemin à parcourir ne leur est accessible, ils miment leur situation bloquée en faisant de toute route une voie sans issue. La fracture sociale n'est pas une fatalité. Elle met en évidence l'absence de vision commune de la société où se projeter et envisager un avenir mobilisateur des énergies personnelles et collectives. A défaut, le repli sur soi amène tous les débordements et les violences. La non définition d'un projet partagé nous a conduits à une impasse.

Faire fléchir le gouvernement sur la hausse des carburants et tout ce qui concourt à diminuer le pouvoir d'achat des ménages, ne supprimera pas les causes de l'existence des « gilets noirs », alternativement qualifiés de cagnards, de casseurs et d'émeutiers. Demandons-nous ce qui est en mesure de modifier les conditions de production sociale d'individus marginalisés. Car les « gilets noirs » sont aussi les victimes d'une société en partie indifférente à l'aspiration de chacun à réaliser sa vie et à participer à la construction du vivre ensemble. Le « système » ne leur intime-t-il pas de se contenter des miettes qui leur sont octroyées à travers l'accès limité à une consommation bas de gamme ? Un préadolescent, bientôt *jeune-gens*, ne peut que ressentir l'enfermement de cette situation. Sans perspective, sans ressource pour construire sa vie et son foyer, sans possibilité d'accéder à un emploi pérenne et à un habitat valorisant, il se noie dans l'anonymat des NEET, *Not in Education, Employment or Training* (ni étudiant, ni employé, ni stagiaire).

Une société sans réponse donnée à environ 37 000 NEET ne doit-elle pas remettre en cause son modèle ? Un jeune Réunionnais en études en métropole, interrogé sur la radio, le disait avec force : « *Il faut changer de modèle* ». Ce n'est pas le premier à le dire. Depuis combien d'années est-il question de construire « le projet réunionnais » ? Le *Livre bleu des outre-mer* n'est que le énième document d'une liste ponctuée, au plan national, par les États généraux et les Assises, et au plan local de bien d'autres initiatives. Pendant ce temps, à l'échelle de plusieurs décennies (rappelons-nous les émeutes du Chaudron de 1973 et de 1991), *Kabri i manz salad* !

Pourquoi cette inertie qui nous empêche de nous saisir collectivement des opportunités qu'offrent les politiques gouvernementales et européennes ? Les *Plans de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale* se succèdent (2013, 2018) : quelles en sont les retombées ? Ajoutons la *Charte des engagements réciproques entre l'Etat, les Collectivités et le Mouvement Associatif*, signée en 2017 à la Réunion, et constatons que chacun de ces documents nous incite à relancer un ambitieux programme d'éducation populaire. Les deux conseils consultatifs du Conseil régional de la Réunion ont diffusé en septembre 2014 l'*Appel CCEE à€" CESER Pour redonner sa place à l'éducation populaire*. Quatre ans après, disons-le clairement, *Kabri i manz salad* !

S'arc-bouter collectivement à « *bâtir un nouveau modèle de développement équilibré et durable par et autour des politiques publiques* » (*Mémoire sur l'ancrage territorial*, signé le 8 décembre 2017 à la Réunion par l'Etat, la Région, les communautés de communes, l'AFD, la Caisse des Dépôts, les chambres consulaires et le CESER) est une véritable urgence. En attendant, comptabilisons le coût des dégradations de ces derniers jours (mobiliers urbains, entreprises, voitures, etc.), et mettons-le en regard des financements refusés aux associations porteuses de projets d'accompagnements des personnes les plus précaires de notre société, précarité certes économique, mais aussi sociale, culturelle et morale. Il n'y aura pas photo au bilan. Les sommes englouties n'auront pas servi notre croissance humaine et sociétale. Prenons ensemble un autre chemin de développement, plus porteur d'espoir pour tous. Et ça commence, dès aujourd'hui, par un échange de paroles !